Civilisations

Revue internationale d'anthropologie et de sciences humaines

59-1 | 2010

Sexualités : apprentissage et performance

La fabrique de l'État néolibéral

« Workfare », « Prisonfare » et insécurité sociale

Loïc Wacquant

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/2249>

DOI : 10.4000/civilisations.2249

ISSN : 2032-0442

Éditeur

Institut de sociologie de l'Université Libre de Bruxelles

Édition imprimée

Date de publication : 28 juin 2010

Pagination : 151-174

ISBN : 2-87263-029-5

ISSN : 0009-8140

Référence électronique

Loïc Wacquant, « La fabrique de l'État néolibéral », *Civilisations* [En ligne], 59-1 | 2010, mis en ligne le 29 juin 2010, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/civilisations/2249> ; DOI : 10.4000/civilisations.2249

La fabrique de l'État néolibéral

« Workfare », « Prisonfare » et insécurité sociale

Loïc WACQUANT

Résumé : Dans *Punishing the Poor*, je montre que l'ascension de l'État pénal aux États-Unis et dans les autres sociétés avancées au cours du dernier quart de siècle est une réponse à la montée de l'insécurité sociale, et non criminelle ; que les transformations de politiques sociales et pénales sont mutuellement imbriquées, le « workfare » restrictif et le « prisonfare » en expansion tendant à s'accoupler en un seul canevas organisationnel visant à discipliner les fractions précaires du prolétariat postindustriel ; et qu'un système carcéral diligent n'est pas un dévoiement du Léviathan néolibéral mais une de ses composantes à part entière. Dans cet article, je déroule les implications théoriques du diagnostic de ce nouveau gouvernement de l'insécurité sociale. J'adapte et développe le concept de « champ bureaucratique » de Pierre Bourdieu pour réviser la thèse classique de Piven et Cloward sur la régulation de la pauvreté par l'aide sociale, et je contraste mon modèle de la pénalisation comme technique de gestion de la marginalité urbaine avec la vision de la « société disciplinaire » de Michel Foucault, avec le compte-rendu que David Garland livre de la « culture du contrôle », et avec la caractérisation de la politique néolibérale élaborée par David Harvey. Contre la conception économique « fine » du néolibéralisme comme règne du marché, je propose une spécification sociologique « épaisse » du néolibéralisme qui englobe la supervision par le workfare, un État pénal proactif et le trope culturel de la « responsabilité individuelle ». Ce qui suggère qu'il faut théoriser la prison non comme un instrument technique visant à assurer le respect de la loi, mais comme une capacité politique cruciale dont le déploiement sélectif et agressif dans les régions inférieures de l'espace social viole les idéaux de la citoyenneté démocratique.

Mots-clés : État, prison, aide sociale, workfare, pauvreté.

Abstract: In *Punishing the Poor*, I show that the ascent of the penal state in the United States and other advanced societies over the past quarter-century is a response to rising social insecurity, not criminal insecurity; that changes in welfare and justice policies are interlinked, as restrictive “workfare” and expansive “prisonfare” are coupled into a single organizational contraption to discipline the precarious fractions of the postindustrial working class; and that a diligent carceral system is not a deviation from, but a constituent component of, the neoliberal Leviathan. In this article, I draw out the theoretical implications of this diagnosis of the emerging government of social insecurity. I deploy Bourdieu's concept of “bureaucratic field” to revise Piven and Cloward's classic thesis on the regulation of poverty via public assistance, and contrast the model of penalization as technique for the management of urban marginality to Michel Foucault's vision of the “disciplinary society,” David Garland's account of the “culture of control,” and David Harvey's characterization of neoliberal politics. Against the thin economic conception of neoliberalism as market rule, I propose a thick sociological specification entailing supervisory workfare, a proactive penal state and the cultural trope of “individual responsibility.” This suggests that we must theorize the prison, not as a technical implement for law enforcement, but as a core political capacity whose selective and aggressive deployment in the lower regions of social space violates the ideals of democratic citizenship.

Key words: state, prison, welfare, workfare, poverty.

Trois ruptures analytiques ont été nécessaires pour diagnostiquer l'invention d'un nouveau gouvernement de l'insécurité sociale mariant une politique assistantielle restrictive de mise au travail forcée (« *workfare* ») à une politique pénale expansive marquée par le déploiement élargi de la prison et de ses appendices (« *prisonfare* »), tel que je l'ai énoncé dans mon livre *Punishing the Poor* (Wacquant 2009a), et ainsi rendre compte du tournant punitif des politiques publiques pris par les États-Unis puis par les autres sociétés avancées engagées sur la voie de la dérégulation économique et de la réduction de la protection sociale dans les dernières décennies du 20^e siècle¹.

La première consiste à échapper au couple conventionnel « crime et châtiment », qui continue de paralyser le débat politique et scientifique sur l'incarcération alors même que leur divorce est patent. La seconde rupture commande de penser ensemble politique sociale et politique pénale, si tant est que ces deux domaines de l'action étatique envers les catégories défavorisées sont désormais informées par une même philosophie behavioriste qui s'appuie sur la dissuasion, la surveillance, la stigmatisation et l'usage de sanctions graduées pour modifier les comportements. Le *welfare* transmué en *workfare* et la prison dépouillée de toute velléité de réinsertion forment désormais un seul et même canevas organisationnel qui enserre une même clientèle prise dans les fissures et les bas-côtés de la ville dualisée. *Workfare* et *prisonfare* opèrent de concert de sorte à rendre invisibles les populations à problème – soit en les excluant des registres de la protection sociale, soit en les mettant sous les verrous – pour finalement les pousser vers les secteurs périphériques d'un marché du travail secondaire en plein boom.

La troisième rupture vise à surmonter l'opposition traditionnelle entre approches matérialistes et approches symboliques, descendues des figures totémiques que sont Karl Marx et Émile Durkheim, de sorte à reconnaître et rassembler dans l'analyse les fonctions instrumentales et les fonctions expressives de l'appareil pénal. Tenir ensemble les missions de contrôle et de communication, la gestion des catégories déshéritées et l'affirmation des frontières sociales saillantes, permet de dépasser une analyse formulée dans le langage de l'interdit pour découvrir comment l'expansion et le redéploiement de la prison et de ses tentacules institutionnelles (liberté conditionnelle, probation, bases de données judiciaires, discours tourbillonnants sur le crime et une virulente culture de dénigrement des criminels) ont remodelé le paysage socio-symbolique et refait l'État lui-même.

Un seul concept suffit pour effectuer simultanément ces trois ruptures : la notion de *champ bureaucratique* développée par Pierre Bourdieu (1993) dans son cours du Collège

1. Ce chapitre est une version amendée et élargie du « coda théorique » de mon livre *Punishing the Poor : The Neoliberal Government of Social Insecurity*. (*Nota bene* : la version française de ce livre publiée contre ma volonté expresse, sans contrat ni bon à tirer, par Agone en 2004 est une version contrefaisante et dont le contenu est nul et non avenu). L'argument central du livre est développé en quatre étapes : la première partie décrit le déclin et la misère de l'État social américain, conduisant en point d'orgue au remplacement de la protection sociale (*welfare*) par le *workfare* punitif en 1996 ; la deuxième partie retrace les modalités de la croissance et du déploiement de l'État pénal de 1973 à nos jours ; la troisième explique pourquoi et comment cet activisme pénal s'est concentré sur deux cibles privilégiées, le ghetto noir en crise et le délinquant sexuel en vadrouille ; et la quatrième partie suit les déclinaisons récentes de cette nouvelle politique de l'insécurité sociale en Europe occidentale, pour conduire à une critique de la raison sécuritaire et livrer des recommandations pour échapper au piège sécuritaire, ainsi qu'à une caractérisation de la forme et des missions propres à l'État néolibéral.

de France au début des années 1990 pour repenser l'État comme instance qui monopolise non seulement l'usage légitime de la violence physique (selon le schéma classique de Max Weber) mais aussi celui de la violence symbolique, et qui façonne l'espace social et les stratégies sociales en fixant le taux de conversion entre les diverses espèces de capital. Dans ce chapitre, j'élargis la formulation de Bourdieu afin d'aiguiser les contours analytiques et de clarifier les implications théoriques du modèle du gouvernement néolibéral de l'insécurité sociale au tournant du siècle avancé dans *Punishing the Poor*. Dans la première partie, je revisite et révisé la thèse classique de Piven et Cloward (1993 [1971]) sur la régulation de la pauvreté par l'aide sociale et je contraste la pénalisation comme technique de gestion des populations précarisées dans les sociétés avancées avec la vision de Michel Foucault (1975) de la place de la prison dans la « société disciplinaire », la thèse de David Garland (2001) sur la cristallisation de la « culture du contrôle » à l'âge de la modernité tardive, et l'analyse de la politique néolibérale livrée par David Harvey (2005). Ce passage au crible théorique me permettra, dans la seconde partie, d'esquisser une caractérisation proprement sociologique du néolibéralisme qui rompt avec son portrait économique habituel comme simple règne du marché (qui fait écho à l'idéologie néolibérale). Je soutiendrai qu'un système pénal actif et expansif n'est pas une déviation ou un dévoiement du néolibéralisme mais bien l'une de ses composantes, avec l'aide sociale disciplinaire et le trope culturel de la « responsabilité individuelle ». C'est dire qu'il faut penser la prison, non pas comme un simple appareil technique de maintien de l'ordre, mais comme un organe central de l'État dont le déploiement sélectif et agressif dans les régions inférieures de l'espace social est foncièrement antithétique d'une conception démocratique de la citoyenneté.

Quand « workfare » et « prisonfare » se rejoignent : (ré)percussions théoriques

Dans *La Misère du monde* et une série d'articles qui en sont dérivés, Pierre Bourdieu propose de concevoir l'État non pas comme un ensemble monolithique et coordonné, mais comme un espace fragmenté de forces qui s'affrontent pour définir et distribuer les biens publics, qu'il appelle « champ bureaucratique » (Bourdieu 1993a, 1993b). La constitution de cet espace résulte d'un long processus historique de concentration des différentes espèces de capital efficientes dans une formation sociale donnée, et en particulier « du capital juridique en tant que forme objectivée et codifiée du capital symbolique » qui permet à l'État de monopoliser la définition officielle des identités et l'administration de la justice (Bourdieu 1993a : 55). Dans la période contemporaine, le champ bureaucratique est traversé par deux luttes intestines. La première oppose la « haute noblesse d'État », décidée à promouvoir des réformes renforçant la logique de marché, à la « basse noblesse d'État », composée de fonctionnaires d'exécution attachés aux missions traditionnelles de l'administration publique. La seconde lutte oppose ce que Bourdieu nomme la « Main gauche » et la « Main droite » de l'État. La Main gauche, versant féminin du Léviathan, est matérialisée par les ministères dits dépensiers en charge des « fonctions sociales » – l'enseignement, la santé, le logement, la protection sociale et le droit du travail – qui offrent protection et soutien aux populations dépourvues de capital économique et culturel. La Main droite, du côté masculin, est chargée d'appliquer la nouvelle discipline économique au moyen de coupes budgétaires, d'incitations fiscales et de dérégulation économique.

En nous invitant à saisir dans un même cadre conceptuel les différents secteurs de l'État qui affectent les conditions et les chances de vie des catégories populaires, et à discerner que ces

secteurs sont enchâssés dans des rapports de coopération antagonistes puisqu'ils s'affrontent pour exercer la prééminence au sein du champ bureaucratique, cette conception nous a aidés à cartographier la transition en cours qui conduit du traitement social à la gestion pénale de la marginalité urbaine. *Punishing the Poor* comble une lacune dans le modèle de Bourdieu en y insérant la police, la justice et la prison comme composantes intégrales de la Main droite de l'État, aux côtés des ministères de l'économie et du budget. Il faut ramener les politiques pénales de la périphérie au cœur de notre analyse de la recomposition et du redéploiement des programmes publics visant à contenir les remous associés à la montée de la pauvreté et au creusement des disparités suite à la mise au rebut du contrat social fordiste-keynésien. Le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale, mis en place aux États-Unis et proposé en modèle aux autres pays avancés, implique à la fois un glissement de l'aile sociale vers l'aile pénale de l'État (qui se manifeste par la réallocation des budgets et du personnel, ainsi que par les changements de priorité dans le registre discursif) et la colonisation du secteur social par la logique panoptique et punitive caractéristique d'une bureaucratie pénale qui a renoncé à l'objectif de réinsertion. Le déplacement de l'activité de l'État du social vers le pénal et la pénalisation insidieuse de la protection sociale participent de la *re-masculinisation de l'État*, en réaction aux bouleversements provoqués dans le champ politique par les mouvements féministes et par l'institutionnalisation de droits sociaux antinomiques à la logique de la marchandisation. La priorité désormais accordée aux devoirs sur les droits, aux sanctions sur le soutien, la rhétorique rigide des « obligations de la citoyenneté » et la réaffirmation martiale de la capacité de l'État à enfermer les « populations à problèmes » (allocataires d'aides sociales et délinquants) dans un rapport hiérarchique de dépendance et d'obéissance envers les managers d'État présentés comme les protecteurs virils de la société contre ses membres qui tournent mal (Young 2005 : 16) : toutes ces politiques publiques annoncent et promeuvent la transition de l'État « maternaliste » et protecteur de l'ère fordiste-Keynésienne vers le nouvel État « paternaliste » et autoritaire du néolibéralisme.

Dans leur célèbre étude *Regulating the Poor*, Frances Fox Piven et Richard Cloward ont forgé un modèle influent pour penser la gestion de la pauvreté dans le capitalisme industriel. Selon ce modèle, l'État élargit ou contracte ses programmes d'aide sociale de manière cyclique en fonction des hauts et des bas de l'économie, de sorte à répondre aux fluctuations du marché du travail et à endiguer les perturbations sociales que la montée du chômage et de la misère génèrent au sein des classes populaires. Les phases d'extension de l'aide sociale servent à « étouffer les désordres civils » qui menacent l'ordre établi, tandis que les phases de rétraction visent à « faire respecter la discipline du travail » en repoussant les allocataires vers le marché de l'emploi (Piven et Cloward 1993 : xvi *et passim*). *Punishing the Poor* reconnaît que ce modèle fonctionnait bien durant la période fordiste-keynésienne, et qu'il explique les deux pics de croissance de l'aide sociale observés aux États-Unis lors de la Grande crise et des turbulentes années 1960, mais propose qu'il a été rendu caduc par le remodelage néolibéral de l'État au fil des trente dernières années. À l'ère du salariat fragmenté, du capital hypermobile et du creusement des inégalités et des anxiétés sociales, le « rôle central de l'aide sociale dans la régulation du travail précaire et dans le maintien de l'ordre social » (Piven et Cloward 1993 : xviii) se voit compléter et/ou supplanter par le vigoureux déploiement de la police, la justice et la prison dans les régions inférieures de l'espace social. À la supervision des pauvres par la seule Main gauche de l'État succède une double régulation de la misère par l'action conjointe du *welfare* devenu *workfare* punitif et

d'une bureaucratie pénale diligente et belligérante. La dynamique cyclique d'extension et de contraction de l'effort social de l'État fait place à la contraction continue de la protection sociale associée à une expansion incontrôlée du *prisonfare*.

On peut éclairer le couplage organisationnel de la Main gauche et de la Main droite de l'État, sous l'égide d'une même philosophie disciplinaire du behaviorisme et du moralisme, d'une part en rappelant l'origine historique commune de l'assistance aux pauvres et de l'emprisonnement lors du passage chaotique menant du féodalisme au capitalisme. Ces deux politiques ont été conçues au 16^e siècle afin « d'absorber et de réguler les masses de gens déracinés et frustrés » par cette transition historique². De même, ces deux politiques ont été réorganisées durant les deux dernières décennies du 20^e siècle en réponse aux dislocations socioéconomiques provoquées par le néolibéralisme : lors de la seule décennie 1980, en plus de réduire les aides sociales, la Californie a voté près d'un millier de lois élargissant le recours aux peines d'emprisonnement ; au niveau fédéral, la réforme de 1996 qui signe « *the end of welfare as we know it* » (promesse et slogan de la première campagne présidentielle de Bill Clinton) fut complétée par le « Violent Crime Control and Law Enforcement Act » de 1993 (qui stipule la plus forte augmentation des peines pénales de l'histoire américaine) et renforcée par le « No Frills Prison Act » de 1995 (qui finance l'agrandissement du parc pénitentiaire et élimine les incitations à la réinsertion).

Le couplage institutionnel de l'aide sociale et de l'incarcération comme instruments de gestion des pauvres disruptifs peut également se comprendre en relevant les similarités structurales, fonctionnelles et culturelles entre le *workfare* et le *prisonfare* comme « *people-processing institutions* » ciblées sur les populations à problèmes (Hasenfeld 1972 : 256-263). Ce couplage a été facilité par la transformation de l'État social (*welfare*) dans une direction punitive et par l'activation du système pénal pour gérer un volant croissant de la clientèle habituelle de l'aide sociale – la pénalisation progressive du *welfare* trouvant ainsi écho dans une version dégradée de « *welfarization* » de la prison. Leurs réformes parallèles au fil des trente dernières années ont permis de cimenter leur convergence organisationnelle, alors même qu'elles ont obéi à des principes opposés. L'érosion progressive de l'aide sociale et sa recomposition en *workfare* en 1996 s'opère en restreignant l'entrée dans le système, en réduisant la durée des aides et en accélérant la sortie, ce qui a conduit à une réduction spectaculaire du nombre d'allocataires (il chute de quelques cinq millions de ménages en 1992 à moins de deux millions une décennie plus tard). Les tendances de la politique pénale ont suivi une courbe exactement inverse : les mises sous écrou ont été facilitées, la durée des séjours derrière les barreaux a augmenté et les libérations en conditionnelle ont été réduites, avec pour résultat un gonflement spectaculaire de la population incarcérée (elle augmente d'un million durant la décennie 1990). Les finalités opératoires du *welfare* sont passées d'un « *people-processing* » passif à un travail actif de « *people-changing* » après 1988, et plus encore après l'abolition du programme AFDC (Aid to Families with Dependent Children) en 1996, alors que, parallèlement, la prison évoluait dans la direction inverse, passant d'un objectif de réforme des détenus (guidé par la philosophie de la réinsertion, hégémonique des années 1920 au milieu des années 1970) à une logique de simple stockage (la fonction du châtiment se réduisant à punir et à neutraliser).

2. L'expansion et l'activisme pénaux au 16^e siècle sont mentionnés en passant par Piven et Cloward (1993 : 20, note 32).

Leurs racines historiques communes, l'isomorphisme organisationnel et la convergence opératoire des pôles assistantiels et pénitentiels du champ bureaucratique aux États-Unis ont été fortifiés par le fait que les profils sociaux de leurs bénéficiaires sont pratiquement identiques (voir Wacquant 2009a : 291-292). Les allocataires de l'AFDC (le principal programme d'assistance aux pauvres jusqu'en 1996) et les détenus des maisons d'arrêt vivent dans leur grande majorité en deçà de 50% du seuil officiel de pauvreté (pour la moitié et les deux-tiers d'entre eux respectivement) ; ces deux populations sont, de manière disproportionnée, noire et hispanique (à hauteur de 37% et 18% contre 41% et 19% respectivement) ; la plupart d'entre eux n'ont pas terminé leur scolarité secondaire et sont affectés de handicaps physiques et mentaux assez sévères pour freiner leur participation au monde du travail (c'est le cas de 44% des mères bénéficiaires de l'AFDC contre 37% des détenus de maison d'arrêt). Et ces deux populations sont fortement liées entre elles par des rapports de parenté, de mariage et de voisinage ; elles proviennent très majoritairement des mêmes ménages pauvres résidant dans les mêmes quartiers dévastés où elles font face au même horizon fermé, au bas de la structure sociale et ethnique.

Punishing the Poor montre, non seulement que les États-Unis ont basculé d'un traitement simple (assistantiel) des pauvres vers une double régulation (assistantielle et pénitentielle), mais aussi que « le développement tronqué des politiques sociales », disséqué avec talent par Piven et Cloward (1993 : 409), est lié au déploiement hypertrophique et hyperactif des politiques pénales par une double relation causale et fonctionnelle. *La misère de l'Amérique sociale et la grandeur de l'Amérique carcérale à la fin du 20^e siècle sont les deux faces d'une même transformation politique*. La générosité de la seconde est directement proportionnelle à l'avarice de la première, et elle s'accroît dans la mesure où les deux mouvements sont impulsés par la philosophie du behaviorisme moral. Les mêmes caractéristiques structurales de l'État américain – sa fragmentation bureaucratique et son biais ethnoracial, la bifurcation institutionnelle entre une « couverture salariale » universelle (*social insurance*) et une aide sociale catégorielle et conditionnelle (*welfare*), et la marchandisation de l'assistance aux démunis – qui ont facilité l'atrophie organisée du secteur social en réaction à la crise raciale des années 1960 et aux tumultes économiques des années 1970 ont également favorisé l'hypertrophie incontrôlée du secteur pénal envers la même population précarisée. De plus, « l'impact multiforme de l'esclavage et du racisme institutionnel sur la construction de l'espace politique américain » a fait sentir ses effets non seulement sur « le sous-développement » des aides sociales et sur « le système de gouvernement et des partis fragmenté et décentralisé » qui les distribue aux plus démunis mais encore sur le surdéveloppement et l'incroyable sévérité de son aile pénale. La division ethnoraciale et l'activation du stigmate de la *blackness* comme dangerosité sont essentiels pour comprendre, d'un côté, le rabougrissement initial et la dégradation accélérée de l'État social américain après l'acmé du mouvement des droits civils et, de l'autre, la facilité et la diligence stupéfiantes avec laquelle l'État pénal s'est érigé sur ses ruines³.

3. Le rôle catalytique de la division ethnoraciale dans la reconfiguration de l'État après la dénonciation du contrat fordiste-Keynésien et l'effondrement du ghetto noir est analysé en détail dans Wacquant (2010). La profondeur et la rigidité du cloisonnement racial est une cause majeure de l'écart abyssal entre les taux d'incarcération des États-Unis et des pays de l'Union Européenne, comme de leurs taux divergents de pauvreté et d'inégalité (Alesina et Glaeser 2004).

En revenant sur la bifurcation historique entre la question sociale et la question criminelle réalisée à la fin 19^e siècle, la *contention punitive* comme technique de gouvernement de l'approfondissement de la marginalité urbaine a réuni les politiques sociale et pénale à la fin du 20^e siècle. Son déploiement exploite l'anxiété sociale diffuse qui court dans les régions inférieures et intermédiaires de l'espace social, en réaction à la fragmentation du salariat et à la résurgence des inégalités, pour la convertir en animosité populaire à l'égard des bénéficiaires de l'aide sociale et des criminels de rue, présentés comme deux catégories sœurs qui sapent l'ordre social par leur morale dissolue et leur comportement déviant, et doivent de ce fait être placés sous une tutelle sévère. Le nouveau gouvernement de la misère inventé par les États-Unis pour imposer la normalisation de l'insécurité sociale donne ainsi une signification nouvelle à la notion de « *poor relief* » : la contention punitive vise non pas à soulager les pauvres mais à soulager la société des pauvres, en faisant « disparaître » par la contrainte les plus perturbateurs d'entre eux des registres en contraction de l'aide sociale, d'un côté, pour les enfermer dans les donjons en expansion du château carcéral, de l'autre.

Michel Foucault a produit l'analyse la plus influente de l'ascension et du rôle de la prison dans la modernité capitaliste, et il est utile de situer mon argument sur le dense canevas des investigations qu'il a conduites et stimulées. Je m'accorde avec l'auteur de *Surveiller et Punir* quand il propose de concevoir le châtiment comme une force protéenne et fertile qui exige qu'on lui accorde une place centrale dans l'étude du pouvoir contemporain (Foucault 1975). Bien que son moyen réside à l'origine dans l'application de la coercition légale, le châtiment doit être saisi non pas au travers du prisme étroit et technique de la répression mais par recours à la notion de production. Le déploiement agressif de l'État pénal a en effet généré de nouvelles catégories et de nouveaux discours, de nouveaux corps administratifs et de nouvelles politiques gouvernementales, des types sociaux et des savoirs novateurs tant dans le domaine social que dans le domaine pénal (Wacquant 2008b). Mais c'est ici que mon argument diffère nettement du portrait que Foucault livre de l'émergence et du fonctionnement d'une société punitive et ce, sur quatre points centraux.

Tout d'abord, Foucault s'est mépris en annonçant la retraite du pénitencier. Si les dispositifs disciplinaires se sont sans doute diversifiés et diffusés selon un processus métastatique pour tracer leurs réseaux sinueux de contrôle au travers de la société, la prison n'en a pas pour autant abandonné sa place historique et « perdu sa *raison d'être* » (Foucault 1975 : 304-305). Au contraire, l'emprisonnement pénal a fait un retour en force fracassant et s'est réaffirmé comme l'une des missions centrales du Léviathan au moment même où Foucault et ses adeptes proclamaient son déclin. Après l'élan disciplinaire fondateur de la fin du 16^e siècle, puis sa consolidation au 19^e siècle, le tournant du siècle présent constitue le troisième « âge de l'emprisonnement », comme l'avait anticipé le pénaliste Thomas Mathiesen en 1990 (Mathiesen 1990). Ensuite, quels qu'aient été leurs usages au 18^e siècle, les technologies disciplinaires ne sont pas déployées au sein du système carcéral surdimensionné et surchargé de notre fin de siècle. La classification hiérarchique, l'organisation méticuleuse de l'emploi du temps, la lutte contre l'oisiveté, la surveillance rapprochée et l'enrégimentement des corps : ces techniques de « normalisation » pénale ont été rendues impraticables par le chaos démographique généré par la surpopulation, la rigidité bureaucratique, l'épuisement des ressources et l'indifférence délibérée, voire l'hostilité des autorités pénales à l'égard

de la réinsertion⁴. En lieu et place du « dressage » censé façonner des « corps dociles et productifs » postulé par Foucault, la prison contemporaine vise à la neutralisation brute, à la rétribution aveugle, et au simple entreposage des corps – par défaut si ce n’est par choix. S’il existe des « ingénieurs de la conscience » et des « orthopédistes de l’individualité », ils ne sont certainement plus employés par l’administration pénitentiaire (Foucault 1975 : 301).

En troisième lieu, les « dispositifs de normalisation » ancrés dans l’institution carcérale ne se sont pas diffusés à travers la société à la manière de capillaires irriguant l’ensemble du corps social, bien au contraire. L’extension du filet pénal sous régime néolibéral a été extrêmement discriminant : en dépit d’une hausse spectaculaire de la criminalité d’entreprise (dont attestent le scandale financier des *Savings and Loans* de la fin des années 1980 et l’effondrement d’Enron une décennie plus tard), il n’a pratiquement touché que les habitants des régions les plus basses de l’espace social et physique. Le fait que la sélectivité de classe et ethnoraciale de la prison se soit maintenue, voire renforcée, alors même que le volume des mises sous les verrous explosait démontre que la pénalisation n’est pas une logique-maîtresse qui traverse l’ordre social à l’aveugle pour plier et lier ses composantes. Au contraire, c’est une technique biaisée qui procède selon un gradient de classe, d’ethnicité et de lieu et qui opère de sorte à diviser les populations et à différencier des catégories en fonction des conceptions établies de la valeur morale. À l’aube du 21^e siècle, le sous-prolétariat étasunien vit dans une « société punitive », mais ce n’est certainement pas le cas des classes moyennes et supérieures de ce pays. De même, les efforts visant à importer et à adapter à l’Europe les méthodes et les slogans du maintien de l’ordre à l’américaine – tels que la police dite de tolérance zéro, les peines minimales incompressibles et les camps de redressement pour mineurs – ont été ciblés sur les criminels issus des classes populaires et sur les immigrés relégués dans les quartiers mal famés au cœur de la panique sur la « ghettoïsation » qui sévit sur le continent depuis une décennie (Wacquant 2009b).

Enfin, la cristallisation d’une *pornographie sécuritaire*, soit l’inflation et l’inflexion accélérées de l’activité pénale conçue, mise en scène et mise en œuvre dans le but principal d’être exhibée sous des formes ritualisées par les autorités – dont le paradigme est donné par la réintroduction à demi-avortée des brigades enchaînées en uniformes de bagnards dans les États du Sud de l’Amérique – suggère que l’annonce de la mort du « spectacle du gibet » est quelque peu prématurée. La « redistribution » de « l’économie du châtiment » (Foucault 1975 : 13) dans la période postfordiste a entraîné, non pas sa disparition de l’espace public, comme le pensait Foucault, mais sa relocalisation institutionnelle, son élaboration symbolique et sa prolifération sociale au-delà de tout ce que l’on pouvait imaginer au moment de la parution de *Surveiller et Punir*. Au fil du quart de siècle passé, c’est toute une galaxie de nouvelles formes culturelles et sociales, en réalité une véritable industrie des représentations des criminels et des agents du maintien de l’ordre, qui a surgi et proliféré. La théâtralisation de la pénalité a migré de l’État vers des médias commerciaux et le champ politique *in toto*, et elle s’est étendue depuis la cérémonie finale de la sanction de sorte à englober l’intégralité de la chaîne pénale, en accordant une place privilégiée aux opérations de police dans les quartiers

4. C’est particulièrement flagrant au sein du second plus grand système carcéral des États-Unis (après l’administration pénitentiaire fédérale) qu’est le California Department of Corrections, dans lequel une surpopulation grotesque (la Californie entasse 170.000 détenus dans 33 prisons conçues pour en abriter 85.000) et les dysfonctionnements bureaucratiques systémiques ravalent au rang de vœux pieux toute prétention à la « réinsertion » (Petersilia, 2008).

déshérités et aux confrontations judiciaires impliquant des célébrités. La Place de Grève, où le régicide Damiens avait été supplicié, a ainsi été supplantée non pas par le Panoptique mais par la chaîne câblée consacrée aux affaires judiciaires (Court TV) et par la profusion des émissions de « télé-réalité » construites autour du couple crime et du châtiment (Cops, 911, America's Most Wanted, American Detective, Bounty Hunters, Inside Cell Block F, etc.), sans oublier l'utilisation de la justice criminelle comme matériau privilégié dans la presse quotidienne et les séries télévisées (Law and Order, CSI, Prison Break, etc.). Autant dire que la prison n'a pas « remplacé » le « jeu social des signes du châtiment et de la fête bavarde qui les faisait circuler » (Foucault 1975 : 134). Elle lui sert plutôt désormais de voûte institutionnelle. Partout le guignol sécuritaire est devenu un théâtre civique de premier plan sur la scène duquel les élus caracolent pour dramatiser les normes morales et exhiber leur capacité retrouvée pour l'action décisive, réaffirmant ainsi la pertinence politique du Léviathan au moment même où ils organisent son impuissance face au marché.

Ceci nous amène à la question des profits politiques de la pénalisation, thème central du livre de David Garland, *The Culture of Control*, le travail plus ambitieux sur le croisement entre crime et ordre social proposé depuis Foucault. Selon Garland, « les configurations sociales, économiques et culturelles propres à la modernité tardive (*late modernity*) » ont déterminé « une nouvelle expérience collective du crime et de l'insécurité », à laquelle les autorités ont donné une lecture réactionnaire et une réponse bifide combinant l'adaptation pratique par les « partenariats préventifs » et le déni hystérique à travers la « ségrégation punitive » (Garland 2001 : 139-147 *et passim*). La reconfiguration du contrôle criminel qui s'en est suivi trahit l'incapacité des puissants à enrégimenter les individus et à normaliser la société contemporaine, et son caractère disjoint rend patentes « les limites de la souveraineté de l'État ». Pour Garland, la « culture du contrôle » qui se noue autour d'« un nouveau dilemme criminologique » né de l'accouplement d'un fort taux de criminalité et des limites avouées de la justice pénale montre et masque à la fois un échec politique. *Punishing the Poor* affirme au contraire que la contention punitive s'est révélée être un succès remarquable du point de vue de la stratégie politique : loin d'éroder « l'un des mythes fondateurs de la société moderne » selon lequel « l'État souverain est capable d'assurer le maintien de la loi et de l'ordre » (Garland 2001 : 109), elle l'a revitalisé. Cela est vrai en Amérique, où les leaders des deux partis établis ont atteint un consensus complet sur les bénéfices supposés des politiques pénales punitives ciblées sur les quartiers ségrégués et déshérités de l'*inner city* (Chih Lin 1998), mais aussi en Europe : Blair au Royaume-Uni, Berlusconi en Italie, et Chirac et Sarkozy en France ont tous monnayé en victoire dans les urnes leur image martiale de ténéraires « combattants du crime » décidés à « nettoyer » la ville⁵.

En élevant l'insécurité criminelle (*Sicherheit, sicurezza, seguridad*, etc.) au premier rang des priorités gouvernementales, les décideurs politiques ont condensé l'anxiété de classe diffuse et le ressentiment ethnique bouillonnant générés par le délitement du contrat Fordiste-Keynésien et ils les ont dirigés vers le délinquant de rue (au teint foncé ou basané), coupable désigné du désordre social et moral dans la ville, aux côtés de l'allocataire-profiteur de l'aide sociale. Déployer l'État pénal en tandem avec le *workfare* disciplinaire a donné à la noblesse d'État l'outil nécessaire pour appuyer la dérégulation du salariat et en même temps contenir

5. Voir Shea (2009) pour une analyse comparative des succès électoraux des campagnes sécuritaires en France et en Italie.

les dislocations sociales que cette dérégulation induit au bas de la hiérarchie socio-spatiale. Plus important, ce déploiement a permis aux politiciens de combler le déficit de légitimité dont ils souffrent dès lors qu'ils réduisent les soutiens économiques et les protections sociales traditionnellement offertes par le Léviathan. *Contra* Garland, donc, j'affirme que la pénalisation de la pauvreté urbaine a servi de véhicule efficace pour la *ré-assertion ritualisée de la souveraineté de l'État* dans le domaine réduit et théâtralisé du maintien de l'ordre qu'il a priorisé *dans ce but exprès*, au moment justement où ce même État concède l'incapacité dans laquelle il se trouve de contrôler les flux de capitaux, de corps et de signes qui traversent ses frontières. Cette divergence de diagnostic mène à trois différences majeures entre nos diagnostics respectifs de la dérive punitive dans les pays du Premier monde.

Tout d'abord, le tournant débridé vers la pénalisation lors de cette fin de siècle ne répond pas à l'insécurité *criminelle* mais à l'insécurité *sociale*. Pour être plus précis, les courants d'anxiété sociale qui agitent les sociétés avancées sont ancrés dans l'insécurité sociale *objective* au sein de la classe ouvrière postindustrielle, dont les conditions matérielles de vie se sont détériorées avec la diffusion du salariat instable et sous-payé dépourvu des avantages et des protections conventionnels, et dans l'insécurité sociale *subjective* au sein des classes moyennes dont les perspectives de reproduction ou de mobilité sociales se sont assombries avec l'intensification de la compétition pour les positions sociales valorisées et la réduction concommittante de l'offre de biens publics par l'État. L'idée de Garland selon laquelle « des taux de criminalité élevés sont devenus un fait social normal – un élément routinier de la conscience moderne, un risque quotidien qui doit être évalué et géré » par « la population dans son ensemble », et notamment par les classes moyennes, est contredite par les études de victimisation. Les statistiques officielles montrent que les atteintes à la loi aux États-Unis ont diminué ou stagné au cours des vingt années qui ont suivi le milieu de la décennie 1970, avant de baisser en flèche au cours des années 1990, alors que l'exposition à la violence continuait de varier fortement selon la localisation dans l'espace social et physique (Wacquant 2009b : 144-147). De même, les pays européens qui affichent des taux de criminalité similaires ou supérieurs à celui des États-Unis (à l'exception de deux catégories d'atteintes spécifiques, les vols avec violence et les homicides, qui ne composent qu'une part infime de l'ensemble des infractions), et pourtant ils ont répondu très différemment aux fluctuations de l'activité criminelle, avec des taux d'incarcération qui varient d'un cinquième à un douzième du taux américain.

Ceci nous mène à une seconde différence : pour Garland, la réaction de l'État face au dilemme posé par une forte criminalité et la faible efficacité de la justice a pris une tournure disjointe voire même schizoïde, alors que j'en ai montré la cohérence globale. Mais cette cohérence n'apparaît que lorsqu'on ouvre le compas de l'analyse *au-delà du couple « crime et châtiment »* pour embrasser la gamme complète des politiques publiques visant les populations précaires, de sorte à relier les évolutions pénales à la restructuration socioéconomique de l'ordre urbain, d'un côté, et le *workfare* au *prisonfare* de l'autre. Ce que Garland caractérise comme « l'ambivalence structurée de la réponse de l'État » est moins une ambivalence qu'un effet de la division organisationnelle du travail de gestion des pauvres. C'est ici que la théorie de l'État de Bourdieu s'avère utile, car elle nous permet de discerner que les stratégies « adaptatives » qui, reconnaissent les limites des capacités de l'État à juguler le crime en promouvant la prévention et la dévolution sont déployées dans le secteur pénal du champ *bureaucratique*, tandis que ce que Garland appelle les « stratégies

non adaptatives » de « déni et de démonstrativité » visant à réaffirmer cette même capacité sont elles poursuivies dans le champ *politique*, en particulier dans ses rapports avec le champ journalistique⁶.

En troisième lieu, à l'instar d'autres analystes de tendances contemporaines du châtement tels que Jock Young, Franklin Zimring et Michael Tonry, Garland voit dans le tournant punitif une créature réactionnaire impulsée par des politiciens de droite (Young 1999, Zimring *et al.* 2001, Tonry 2004). À l'inverse, *Punishing the Poor* montre, d'abord, que la pénalisation de la pauvreté n'est pas un simple retour en arrière mais bien une authentique innovation institutionnelle et, ensuite, qu'elle n'est en rien l'apanage des politiques néoconservatrices. Si les politiciens de droite ont inventé la formule, elle n'en a pas moins été utilisée et raffinée par leurs rivaux du centre et même « progressistes ». De fait, le président qui a impulsé la plus forte augmentation de l'incarcération de l'histoire américaine, et de loin, n'est pas Ronald Reagan mais William Jefferson Clinton. De l'autre côté de l'Atlantique, c'est la gauche de Blair en Angleterre, Schröder en Allemagne, Jospin en France, d'Alema en Italie et Gonzalez en Espagne qui a négocié le virage de la pénalisation agressive, et pas leurs prédécesseurs conservateurs. La raison en est que le moteur du tournant punitif n'est *pas la modernité avancée mais le néolibéralisme*, c'est-à-dire un projet politique qui peut être poursuivi indifféremment par les politiciens de droite comme de gauche.

Le mélange bigarré de tendances de tous ordres que Garland rassemble sous le terme parapluie de « modernité tardive » – « la dynamique de modernisation de la production capitaliste et des échanges marchands », les bouleversements de la composition des ménages et des liens de parenté, les changements de l'écologie urbaine et la démographie, le désenchantement généré par les médias électroniques, « la démocratisation de la vie sociale et culturelle » – n'est pas seulement excessivement vague et caractérisé par des corrélations très faibles. Ces tendances ne sont en outre pas propres aux dernières décennies du siècle passé ; certaines d'entre elles sont spécifiques aux États-Unis ; d'autres se sont affirmées de manière prononcée dans les pays sociaux-démocrates du Nord de l'Europe qui justement n'ont *pas* été submergés par la vague internationale de pénalisation⁷. Qui plus est, l'avènement de la « modernité tardive » est un phénomène graduel et évolutif, alors que les récentes mutations de la pénalité ont été abruptes et révolutionnaires.

Punishing the Poor soutient que ce ne sont pas « les risques et les angoisses » d'une « société d'étrangers ouverte, poreuse et mobile propre à la modernité tardive » (Garland 2001 : 165) qui ont suscité la réplique punitive contre les catégories sociales inférieures perçues comme « démeritantes », déviantes et irrécupérables, mais bien l'insécurité spécifiquement *sociale* générée par la fragmentation du salariat, le durcissement des divisions de classe et

6. La différenciation analytique et historique entre champ politique et champ bureaucratique, et leurs localisations respectives dans le champ du pouvoir, sont traitées dans Wacquant (2005 : 6-7, 14-17, 142-146).

7. Voir l'analyse approfondie des fondements sociopolitiques de « l'exceptionnalisme pénal » en Finlande, Suède et Norvège par John Pratt (2008a et 2008b), selon laquelle l'attachement culturel à l'égalité sociale et au *welfare state* joue un rôle-pivot, semblable à celui qu'il joue dans la résistance énergique de la Scandinavie aux recettes néolibérales sur le front économique. Une autre anomalie notable pour la thèse de la « culture du contrôle » est le Canada, qui s'inscrit autant que les États-Unis dans la « modernité tardive », mais qui a conservé un taux d'incarcération à la fois bas et stable lors des trois dernières décennies (ce taux a même chuté de 123 à 108 pour 100.000 entre 1991 et 2004, alors que le taux étasunien bondissait de 360 à 710 pour 100.000).

l'érosion de la hiérarchie ethnoraciale établie garantissant le monopole de l'honneur collectif des blancs aux États-Unis et des nationaux dans l'Union Européenne. L'expansion soudaine et l'exaltation consensuelle de l'État pénal après le milieu des années 1970 n'est pas le produit d'une lecture culturellement réactionnaire de la « modernité tardive », mais bien une réponse de la classe dominante visant à redéfinir le périmètre et les missions du Léviathan, de sorte à asseoir un nouveau régime économique fondé sur l'hyper-mobilité du capital et la flexibilité du travail et à contenir les désordres sociaux générés au bas de l'ordre urbain par les politiques de dérégulation du marché et de démantèlement de l'État social qui sont des blocs fondateurs du néolibéralisme.

Vers une spécification sociologique du néolibéralisme

L'invention de la double régulation des fractions précarisées du prolétariat postindustriel à travers le couplage des politiques sociales et pénales au bas d'une structure de classe polarisée constitue une *innovation structurelle* majeure qui échappe au modèle du traitement social de la pauvreté élaboré par Piven et Cloward au moment même où le régime fordiste-keynésien se défaisait. La naissance de ce dispositif institutionnel n'est pas non plus saisi par le concept de « société disciplinaire » de Michel Foucault, ni par la notion de « culture du contrôle » de David Garland : ni l'un ni l'autre ne rendent compte du surgissement imprévu, de la sélectivité socio-ethnique sévère et du cheminement organisationnel particulier, en forme de tête-à-queue abrupt, pris par les tendances pénales dans les dernières décennies du 20^e siècle. Car la contention punitive de la marginalité urbaine par le mouvement simultané de rétraction de la protection sociale et d'extension des filets de la police et de la prison, et leur tricotage en maillage carcéro-assistanciel, n'est pas le produit d'une étape du développement sociétal – qu'il s'agisse de la montée du « biopouvoir » ou de l'avènement de la « modernité tardive » – mais bien, au fond, un exercice de remodelage de l'État (*state crafting*). Elle participe de la redéfinition corrélative du périmètre, des missions et des capacités des autorités publiques sur les fronts économique, social et pénal. Cette reconfiguration a été particulièrement rapide, large et profonde aux États-Unis, mais elle est en cours – ou, en question – dans toutes les sociétés avancées soumises à la pression pratique et idéologique du patron américain.

En attestent ces tendances récentes qui s'observent en France : le pays a desserré les restrictions au travail à temps partiel, de nuit et de week-end. Les gouvernements de droite comme de gauche y ont soutenu activement le développement des contrats de travail à durée déterminée, l'emploi intérimaire et les stages sous-payés, et ils ont élargi les prérogatives des employeurs en matière d'embauche, de débauchage et d'utilisation des heures supplémentaires. Avec pour résultat le gonflement des rangs des salariés précaires, qui sont passés de 1,7 millions en 1992 à 2,8 millions en 2007 – soit de 8,6% à 12,4% de la main d'œuvre (Maurin et Savidan 2008). En juin 2008, la France a institué le RSA (Revenu de Solidarité Active), qui doit graduellement remplacer le RMI (Revenu Minimal d'Insertion, que reçoivent 1,3 millions de personnes démunies), un programme conçu pour pousser les allocataires de l'aide sociale vers les pans inférieurs du marché de l'emploi par le truchement de subventions publiques aux travailleurs pauvres désormais tenus d'accepter les postes qui leur sont proposés (Grandquillot 2009). Dans le même temps, la supervision des allocations-chômage est en train d'être sous-traitée à des opérateurs privés qui, d'une part, ont autorité pour mettre fin aux droits des bénéficiaires qui refuseraient deux offres d'emploi et qui,

d'autre part, touchent une prime financière pour chaque allocataire qu'ils « placent » sur le marché du travail. Dans le registre pénal, le virage punitif amorcé par le gouvernement dit de « gauche plurielle » de Lionel Jospin en 1998-2002, puis amplifié par les gouvernements successifs de Jacques Chirac et de Nicolas Sarkozy, ont conduit à l'adoption de mesures d'expansion pénale sans précédent (Bonelli 2008) : mise sous coupe policière intensifiée des quartiers de relégation de la périphérie urbaine, couvre-feu pour les adolescents, recours accru à l'emprisonnement pour les délits de rue (alors que, dans le même temps, le droit des affaires est largement dépénalisé), instauration du « plaider-coupable » et usage élargi des procédures dites de flagrant délit pour les atteintes mineures, mise en place de peines-plancher pour les jeunes récidivistes, quota annuel d'immigrés clandestins à expulser et détention indéfinie de certaines catégories d'ex-délinquants sexuels après qu'ils aient purgé leur peine. Le budget pénitentiaire du pays est passé de 1,4 milliards d'euros pour 22.000 surveillants gardant 48.000 détenus en 2001 à 2 milliards d'euros pour 24.000 gardiens et 64.000 détenus en 2009 (Wacquant 2009a : 270-281).

Retracer les racines et les modalités de l'emballlement stupéfiant de l'Amérique vers l'hyperincarcération ouvre une voie d'accès privilégiée au *sanctum* du Léviathan néolibéral et nous conduit à articuler deux thèses théoriques majeures. La première est que *l'appareil pénal constitue un organe central de l'État*, qui exprime sa souveraineté et s'emploie à imposer des catégories, à consolider les divisions matérielles et symboliques, et à modeler les rapports et les comportements sociaux par la pénétration sélective de l'espace social et physique. La police, les tribunaux et la prison ne sont pas de simples appendices techniques servant au maintien de l'ordre légal (comme le voudraient le droit et la criminologie) mais bien des vecteurs de production politique de la réalité et de supervision des populations démunies et dépréciées, ainsi que de leurs territoires d'assignation (Wacquant 2008a). Les analystes de la genèse de l'État dans l'Europe moderne, de Norbert Elias à Charles Tilly en passant par Gianfranco Poggi, reconnaissent pleinement que la monopolisation de la force, et donc la construction d'une machinerie bureaucratique pour policer, juger et punir les mécréants, capable de pacifier la société, ont joué un rôle-clef dans l'érection du Léviathan. Il est grand temps que les analystes de l'ère néolibérale prennent note du fait que la reconfiguration de l'État après la dénonciation du pacte social keynésien n'implique pas seulement des actions nouvelles visant à promouvoir la compétitivité internationale, l'innovation technologique et la flexibilité salariale (Jessop 1994 : 251-279, Streeck et Thelen 2005, Levy 2006) mais aussi, et de manière distinctive, la réaffirmation forcenée de sa mission pénale désormais poursuivie dans un registre managérial et pornographique.

De fait, la seconde thèse avancée par *Punishing the Poor* est que la révolution capitaliste « par le haut » en cours, communément appelée *néolibéralisme*, implique l'élargissement et l'exaltation du secteur pénal du champ bureaucratique, de sorte que l'État puisse juguler les réverbérations causées par la diffusion de l'insécurité sociale dans les étages inférieurs de la hiérarchie de classe et ethnique, et apaiser le mécontentement populaire suscité par le dépérissement de ses fonctions économiques et sociales traditionnelles. Le néolibéralisme résout ce qui, du point de vue de la « culture du contrôle » de Garland, constitue un paradoxe énigmatique de la modernité tardive, à savoir le fait que « le contrôle est désormais renforcé dans tous les domaines de la vie sociale – à l'exception singulière et étonnante de l'économie, alors même que c'est de ce domaine dérégulé que jaillissent la plupart des risques contemporains » (Garland 2001 : 165, c'est moi qui souligne). Le remodelage néolibéral

de l'État explique aussi le biais social, ethnoracial et spatial qui affecte le mouvement simultané de retrait de son giron social et d'expansion de son poing pénal : les populations les plus directement et négativement touchées par les changements convergents du marché du travail et des aides publiques se révèlent être également les « bénéficiaires » privilégiés des largesses des autorités pénales. C'est vrai aux États-Unis où le boom carcéral a mis sous le boisseau le sous-prolétariat noir pris dans la nasse de l'hyperghetto. C'est aussi le cas en Europe de l'Ouest, où la clientèle prioritaire du système carcéral en expansion se compose principalement de chômeurs et de travailleurs précaires, d'immigrants postcoloniaux et de toxicomanes de classe inférieure et autres épaves de rue (Wacquant 2009b : 87-102).

Enfin le néolibéralisme est étroitement corrélé avec la diffusion internationale de politiques punitives sur le double front pénal et social. Ce n'est par hasard si les pays occidentaux qui ont importé d'abord des mesures assistantielle de mise au travail (*workfare*) destinées à discipliner les travailleurs précaires, puis divers dispositifs de justice pénale inspirés des États-Unis, sont les pays du Commonwealth qui ont également poursuivi des politiques agressives de dérégulation économique guidées par la rengaine du « libre marché » venue elle aussi des États-Unis, alors que les pays qui restent attachés à un État régulateur fort capable d'endiguer l'insécurité sociale sont ceux qui ont le mieux résisté aux sirènes de la « tolérance zéro » et du slogan « *prison works* »⁸. De même, les sociétés du Second monde telles que le Brésil, l'Afrique du Sud et la Turquie, qui ont adopté des mesures pénales hyper-punitives inspirées par les évolutions étasuniennes des années 1990, et qui ont vu leur population carcérale s'envoler en conséquence, ne l'ont pas fait parce qu'ils avaient atteint un état de « modernité tardive », mais bien parce qu'elles avaient pris le chemin de la dérégulation du marché et du retrait de l'État protecteur⁹. Mais, pour discerner ces connexions multi-niveaux entre le surgissement du Léviathan punitif et la propagation du néolibéralisme, il est nécessaire de développer une conception à la fois précise et expansive de ce dernier. Au lieu de rejeter le néolibéralisme comme clé d'analyse, comme le fait Garland, au motif que le phénomène serait « trop spécifique » (Garland 2001 : 77) pour rendre compte de l'escalade pénale, il convient plutôt d'élargir notre conception dudit phénomène, et de passer d'une vision économiste à une compréhension pleinement sociologique du néolibéralisme.

Le néolibéralisme est une notion fugitive et contestée, un terme hybride suspendu entre l'idiome profane du débat politique et la terminologie technique des sciences sociales, et qui par ailleurs est souvent invoquée sans référent précis. Qu'on le considère comme singulier ou polymorphe, comme évolutif ou révolutionnaire, la conception dominante du néolibéralisme est essentiellement *économique* : elle désigne une gamme de politiques publiques favorables au marché, telles que la dérégulation du travail, la mobilité du capital, la privatisation des services publics, un ordre du jour monétariste de déflation et d'autonomie des circuits financiers, la libéralisation du commerce international, la compétition entre les

8. L'étude majeure de Cavadino et Dignan (2006) sur les rapports entre politique pénale et économie politique montre que les pays qu'ils caractérisent comme néolibéraux (par opposition aux nations de type conservateur-corporatiste, social-démocrate et corporatiste-oriental) sont systématiquement plus punitifs et le sont devenus encore plus au cours des deux dernières décennies.

9. La diffusion internationale des catégories et politiques pénales « made in USA » et ses ressorts sont traités en profondeur dans mon livre *Les prisons de la misère* (Wacquant 1999, et dans l'édition américaine augmentée et actualisée, *Prisons of Poverty*, Wacquant 2009b). Pour prolonger l'analyse de cette dissémination quasi-planétaire, lire les études éclairantes de Jones et Newburn (2006) et Andreas et Nadelmann (2006).

lieux, et la réduction des impôts et des dépenses publiques¹⁰. Mais cette conception est mince et incomplète, ainsi que trop étroitement dépendante du discours moralisateur des partisans du néolibéralisme. Nous devons dépasser ce noyau strictement économique et élaborer une notion plus dense qui identifie les mécanismes institutionnels et les cadres symboliques au travers desquels les préceptes néolibéraux s'actualisent.

On peut à ce stade esquisser une caractérisation sociologique minimaliste comme suit. Le néolibéralisme est un *projet politique transnational* visant à réorganiser « par le haut » les rapports entre marché, État et citoyenneté. Ce projet est poursuivi par une nouvelle classe dominante planétaire en formation, composée des dirigeants et administrateurs des grandes entreprises multinationales, des politiciens de haut rang, des hauts fonctionnaires et managers d'organisations internationales (OCDE, OMC, IMF, la Banque mondiale et l'Union européenne), et d'experts dotés de compétences culturelles et techniques (au premier rang desquels les économistes, les juristes et les professionnels de la communication passés par des formations parentes et dotées de catégories mentales similaires dans les différents pays dominants). Il implique, non pas la seule réaffirmation des prérogatives du capital et la promotion du marché, mais l'articulation de quatre logiques institutionnelles étroitement imbriquées :

1. *La dérégulation économique*, qui consiste en fait en une re-régulation visant à promouvoir « le marché » ou des mécanismes de type marchand comme dispositif optimal, non seulement pour orienter les stratégies des firmes et les transactions économiques (sous l'égide de la conception de l'entreprise comme outil de maximisation de la valeur actionnariale) mais pour organiser l'ensemble des activités humaines, y compris la production privée des services publics essentiels, sur la base supposée de l'efficacité (impliquant un oubli délibéré des considérations de justice distributive et d'égalité).

2. *Le retrait, la décentralisation (devolution) et la recomposition de l'État social* visant à appuyer l'extension et l'intensification de la marchandisation, et notamment à soumettre les individus récalcitrants à la discipline du salariat désocialisé par le biais de variantes de la mise au travail (*workfare*) établissant un rapport quasi-contractuel entre l'État et les bénéficiaires des catégories démunies, traités non plus comme des citoyens mais comme des clients ou des sujets (stipulant leurs obligations en termes de comportements comme condition d'accès aux aides sociales).

3. *Un appareil pénal expansif, intrusif et proactif* qui pénètre les régions inférieures de l'espace social et physique pour contenir les désordres et les désarrois générés par la diffusion de l'insécurité sociale et par le creusement des inégalités, pour permettre une supervision disciplinaire des fractions précarisées du prolétariat postindustriel, et

10. C'est le cœur commun à une vaste (et inégale) littérature sur le sujet qui traverse les frontières disciplinaires, au sein de laquelle on peut citer, pour la sociologie, les analyses de Neil Fligstein, *The Architecture of Markets* (2001); pour l'économie politique, John Campbell et Ove Pedersen, *The Rise of Neoliberalism and Institutional Analysis* (2001); pour l'anthropologie, Jean et John Comaroff, *Millennial Capitalism and the Culture of Neoliberalism* (2001); pour la géographie, Neil Brenner et Nik Theodore, *Spaces of Neoliberalism : Urban Restructuring in North America and Western Europe* (2002); et, pour l'économie, Gérard Duménil and Dominique Lévy, *Capital Resurgent : Roots of the Neoliberal Revolution* (2004).

pour réaffirmer l'autorité du Léviathan de sorte à restaurer la légitimité entamée des dirigeants élus.

4. *Le trope culturel de la responsabilité individuelle*, qui envahit toutes les sphères de l'existence pour fournir un « vocabulaire de motivation » – comme dirait C.-Wright Mills – pour la construction du soi (pensé sur le modèle de l'entrepreneur), la diffusion des marchés et la légitimation de la compétition élargie qu'elle implique, dont la contrepartie est la déresponsabilisation des grandes firmes et le défaussement de l'État (ou en tout cas la réduction draconienne de sa prise en charge en matière économique et sociale).

Un principe *idéologique* central du néolibéralisme est qu'il implique l'avènement d'un « État modeste » ou réduit (« *small government* ») : le rétrécissement du *welfare state* keynésien supposé obèse et pataud, et son remplacement par un *workfare state* élané et agile, qui « investit » dans le capital humain et « active » les ressorts collectifs et les appétits individuels pour le travail ainsi que la participation civique par le truchement de « partenariats » valorisant la prise en charge de soi, l'engagement dans le salariat et le managérialisme. *Punishing the Poor* démontre que l'État néolibéral s'avère fort différent *dans la réalité* : lors même qu'il embrasse le « laissez faire et laissez passer » en haut, en relâchant les contraintes qui pèsent sur le capital et en élargissant les chances de vie dont jouissent les détenteurs de capitaux économiques et culturelles, il n'est rien moins que « laissez faire » au bas de l'échelle sociale. De fait, lorsqu'il s'agit de gérer les turbulences sociales générées par la dérégulation et d'imposer la discipline du travail précaire, le nouveau Léviathan se révèle être farouchement interventionniste, dominateur et dispendieux. La touche légère des inclinaisons libertaires qui s'adressent aux classes supérieures fait place à un activisme brutal et autoritaire visant à diriger, voire à dicter, les comportements des membres des classes inférieures. Le « *small government* » dans le registre économique trouve son prolongement et son complément dans le « *big government* » sur le double front du *workfare* et de la justice criminelle. C'est ainsi qu'entre 1982 et 2001 les États-Unis ont accru leurs dépenses de police, de justice et d'incarcération de 364% (de 36 à 167 milliards de dollars, soit une augmentation de 165% en dollars constants de 2000) et ajouté un million d'employés au secteur de la justice criminelle (Wacquant 2009a : 156-157). En 1996, lorsque la « réforme du *welfare* » remplaçait le droit à l'aide sociale par l'obligation d'accepter un emploi précaire et non-qualifié comme condition de soutien, le budget pénitentiaire dépassait les sommes allouées aux programmes AFDC (Aid to Families with Dependent Children) et aux coupons alimentaires. Cette même année, les administrations pénitentiaires occupaient le rang de troisième plus gros employeur du pays après Manpower Incorporated et Wal-Mart¹¹. L'aboutissement de la grande expérimentation étasunienne accouchant de la première société d'insécurité avancée de l'histoire est là : *l'État pénal envahissant, élargi et dispendieux n'est pas une déviation du néolibéralisme mais une de ses composantes structurales*.

Il est remarquable que ce versant du néolibéralisme ait été obscurci ou ignoré tant par ses défenseurs que par ses détracteurs. Ce point aveugle est patent dans la fameuse reformulation des impératifs néolibéraux en programme politique du New Labour rédigée par Anthony

11. Pour une analyse approfondie du croisement des dépenses et des personnels des ailes sociale et pénale de l'État américain, voir Wacquant (2009a : 152-161).

Giddens. Dans son manifeste pour « la troisième voie », Giddens (1999) met l'accent sur les taux élevés de criminalité dans les quartiers ouvriers comme indice du « déclin civique » et, curieusement, il en accuse l'État-providence keynésien (et non pas la désindustrialisation ou les politiques de retrait social des grands ensembles) : « L'égalitarisme de la vieille gauche était noble dans ses intentions, mais comme ses critiques de droite le disent, il a parfois produit des effets pervers – visibles par exemple, dans l'ingénierie sociale qui a laissé un héritage de cités en déclin infestées par la criminalité. » Il place « la prévention de la délinquance et la réduction de la peur du crime » au moyen de partenariats entre l'État et les acteurs de terrain au cœur de « la revitalisation des communautés locales », et il fait sienne la mythologie de la pseudo-théorie de la « vitre brisée » : « Une des avancées les plus significatives en criminologie ces dernières années est la découverte (sic) que le déclin de la civilité est directement lié à la criminalité. (...) Laisser les comportements incivils se développer sans sanction signale aux citoyens que cette zone est dangereuse » (Giddens 1999 : 16, 78-79, 87-88). Mais Giddens omet soigneusement le côté punitif de l'équation : son livre *The Third Way* ne contient pas une seule mention de la prison ; il fait l'impasse sur le durcissement judiciaire et sur le boom carcéral qui ont partout accompagné la dérégulation économique et le retrait social qu'il appelle de ses vœux. Cette omission est particulièrement surprenante dans le cas de la Grande-Bretagne, puisque le taux d'incarcération de l'Angleterre et du pays de Galles a bondi de 88 détenus pour 100.000 habitants en 1992 à 150 détenus pour 100.000 habitants en 2008, alors même que la criminalité a décliné de manière continue durant les dix premières années de cette période (Hough et Mayhew 2004). De fait, en volume, Anthony Blair a présidé à l'accroissement de la population carcérale la plus forte de l'histoire du pays – rééditant l'exploit de Clinton, son compagnon de route thuriféraire de la « Troisième Voie » de l'autre côté de l'Atlantique.

On trouve une négligence similaire de la place centrale qu'occupe l'institution pénale dans le nouveau gouvernement de l'insécurité sociale dans les travaux d'éminents critiques du néolibéralisme. Ainsi la caractérisation que David Harvey donne de « l'État néolibéral » dans son livre *A Brief History of Neoliberalism*, qui met en lumière les défauts pérennes de l'approche conventionnelle de l'économie politique du châtiement auxquels *Punishing the Poor* entend remédier. Pour Harvey, le néolibéralisme vise à maximiser la portée des échanges marchands par le truchement de « la dérégulation, la privatisation et le retrait de l'État de nombreux secteurs sociaux ». Comme dans les périodes antérieures du capitalisme, la tâche du Léviathan consiste à « faciliter les conditions de l'accumulation profitable du capital pour le capital national et étranger », mais cela se traduit désormais par l'expansion du secteur pénal : « L'État néolibéral recourt à une législation coercitive et à des tactiques policières (interdiction des piquets de grève, par exemple) pour disperser ou réprimer les formes collectives d'opposition au pouvoir des entreprises. [...] *Le bras coercitif de l'État est renforcé de sorte à protéger les intérêts des entreprises* et, si nécessaire, à réprimer la dissidence. Rien de tout cela ne semble conforme à la théorie néolibérale. » (Harvey 2005 : 2-3, 77).

Avec ses quelques mentions cursives sur la prison et pas une ligne sur le *workfare*, l'analyse que livre Harvey de l'ascension du néolibéralisme est gravement incomplète. Sa conception de l'État néolibéral se révèle étonnamment restreinte, tout d'abord, parce qu'il reste attaché à une conception répressive du pouvoir, au lieu d'envisager les missions multiples du châtiement sous l'égide de la catégorie de production. Subsumer les institutions

pénales sous le registre de la coercition le conduit à ignorer la fonction expressive et les ramifications matérielles du droit pénal et de sa mise en œuvre, qui consistent à produire des images régulatrices et des catégories publiques, à attiser des émotions collectives et à accentuer les frontières sociales saillantes, ainsi qu'à activer les bureaucraties d'État en vue de façonner les stratégies et les rapports sociaux. Ensuite, Harvey dépeint cette répression comme ciblant les opposants politiques à la domination des entreprises et les « mouvements dissidents internes » qui contestent l'hégémonie de la propriété privée et du profit (tels que la secte des Branch Davidians à Waco, les participants aux émeutes dites de Rodney King à Los Angeles en 1991 et les militants anti-mondialisation qui ont perturbé la réunion du G8 à Seattle en 1999) (Harvey 2005 : 83), alors que les principales cibles de la pénalisation à l'âge postfordiste sont les fractions précarisées du prolétariat concentrées dans les zones déshéritées des villes dualisées, qui, prises par l'urgence de la subsistance au quotidien, n'ont guère les ressources nécessaires ni le loisir de contester le pouvoir des grandes firmes privées.

En troisième lieu, selon l'auteur de *Social Justice and the City*, l'État n'intervient par la coercition que lorsque l'ordre néolibéral se grippe, afin de réparer les transactions économiques, de parer aux atteintes portées au capital et de résoudre les crises sociales. A contrario, *Punishing the Poor* maintient que l'activisme pénal actuel – qui se traduit par une boulimie carcérale aux États-Unis et par une frénésie policière à travers l'Europe occidentale – est une caractéristique normale et routinière du néolibéralisme. De fait, ce n'est pas l'échec mais tout au contraire la réussite économique qui appelle le déploiement agressif de la police, des tribunaux et de la prison dans les zones inférieures de l'espace social et physique. Et le tourbillonnement accéléré du manège sécuritaire est le signe de la réaffirmation de la souveraineté de l'État, loin de constituer un indice de sa faiblesse. Harvey relève bien que le retrait de l'État-providence « expose des pans de plus en plus vastes de la population à la paupérisation » et que « le filet de protection sociale se voit réduit au minimum en faveur d'un système qui met l'accent sur la responsabilité individuelle dans lequel la victime est souvent blâmée » (Harvey 2005 : 76). Mais il ne réalise pas que ce sont précisément ces désordres normaux, induits par la dérégulation économique et le retrait de l'État social, qui sont gérés par l'appareil pénal élargi, en tandem avec les programmes de *workfare*. Au lieu de cela, Harvey invoque l'épouvantail gauchiste du « complexe carcéro-industriel » (*prison industrial complex*) pour suggérer que l'incarcération constitue un vecteur central de la quête du profit et de l'accumulation capitalistes, alors qu'il s'agit en réalité d'un dispositif disciplinaire qui draine les budgets publics et constitue un boulet pour l'économie capitaliste.

Enfin, Harvey conçoit l'accent néoconservateur mis sur l'ordre et la coercition comme une rustine provisoire visant à pallier l'instabilité chronique et les échecs fonctionnels du néolibéralisme, alors que je conçois la morale autoritariste comme une composante à part entière de l'État néolibéral quand il se tourne vers les étages inférieurs d'une structure de classes où les écarts s'accroissent. À l'instar de Garland, Harvey doit établir une dichotomie artificielle entre néolibéralisme et néoconservatisme pour rendre compte de la réaffirmation de l'autorité de supervision de l'État sur les populations pauvres parce que sa définition étroitement économistique du néolibéralisme reproduit l'idéologie de celui-ci et tronque sa sociologie. Pour élucider la transformation paternaliste de la pénalité au tournant de ce siècle, nous devons impérativement échapper au couple « crime et châtiment » mais aussi exorciser une fois pour toutes le fantôme de Louis Althusser (1970), dont la conception instrumentaliste

du Léviathan et la dualité grossière entre « appareils idéologiques » et « appareils répressifs » entrave le développement d'une anthropologie historique de l'État à l'ère néolibérale. Dans le sillage de Bourdieu, nous devons pleinement reconnaître la complexité interne et la recomposition dynamique du champ bureaucratique, ainsi que le pouvoir constitutif des structures symboliques de la pénalité, de manière à disséquer l'imbrication complexe des disciplines du marché et de la morale à travers les domaines de l'économie, de l'aide sociale et de la justice criminelle (Bourdieu 1993a ; Wacquant 2005 : 133-150).

Coda : la pénalité dans la construction d'un « État centaure »

Dans sa comparaison méticuleuse des politiques eugéniques des années 1920, des camps de travail obligatoires des années 1930 et des programmes de *workfare* des années 1990 au Royaume-Uni et aux États-Unis, Desmond King montre que les « politiques sociales illibérales » visant à diriger les conduites des citoyens de manière coercitive sont « coextensives des politiques de la démocratie libérale » et reflètent leurs contradictions internes (King 1999 : 26). Même lorsqu'ils contreviennent aux impératifs d'égalité et de liberté individuelle, de tels programmes sont périodiquement mis en œuvre parce qu'ils sont taillés sur mesure pour souligner et stipuler les frontières de l'appartenance sociale lors des périodes de bouleversements sociaux. Ils s'avèrent être des vecteurs efficaces pour promulguer la détermination retrouvée des élites d'État à affronter les conditions offensantes et à apaiser le ressentiment populaire à l'égard des catégories déviantes ou démeritantes ; et ils diffusent des conceptions de « l'autre » qui matérialisent les oppositions symboliques au fondement de la hiérarchie sociale. Avec l'avènement du gouvernement néolibéral de l'insécurité sociale alliant le *workfare* restrictif et le *prisonfare* expansif, toutefois, ce ne sont plus seulement les politiques de l'État qui sont illibérales mais bien son architecture même. Tracer la montée et le fonctionnement des politiques punitives de la pauvreté aux États-Unis après la dissolution de l'ordre fordiste-keynésien et l'implosion du ghetto noir révèle que le néolibéralisme amène, non pas le rétrécissement de l'État, mais bien l'érection d'un *État centaure*, libéral en haut et paternaliste en bas, qui présente par conséquent des profils radicalement différents aux deux bouts de l'échelle sociale : un visage accueillant et rassurant envers les classes moyennes et supérieures et un faciès effroyable et grimaçant à l'égard de la classe inférieure.

Il convient de souligner pour conclure que la construction de ce Léviathan à double visage qui pratique le libéral-paternalisme ne relève pas d'un plan concerté concocté par des dirigeants omniscients, pas plus qu'elle ne découle mécaniquement de la nécessité systémique de quelque structure abstraite, telle que le capitalisme avancé, le racisme ou le panoptisme (ainsi que le voudraient certaines approches néo-marxistes ou néo-foucaaldiennes, ou encore la démonologie militante du « *prison-industrial complex* » en vogue aux États-Unis)¹². Cette construction est le produit de *luttres dans le champ et autour du champ bureaucratique* visant à redéfinir le périmètre, les missions et les priorités de l'action des autorités publiques envers les catégories et les territoires à problème. Ces luttes mettent aux prises les organisations issues de la société civile et les organismes de l'État, mais incluent aussi et surtout les affrontements internes entre les différents secteurs du champ bureaucratique qui rivalisent pour s'arroger la « propriété » de tel ou tel problème social et ainsi valoriser la forme d'autorité et l'expertise

12. On trouvera une critique liminaire de cette notion-écran dans Wacquant (2008c).

qui lui sont propres (médicale, éducative, assistantielle, pénale, économique, etc., et au sein du secteur pénal, la police, les tribunaux, les institutions d'enfermement et les programmes de contrôle post-pénal). L'adéquation globale de la contention punitive à la régulation de la marginalité urbaine au seuil du nouveau siècle relève d'une fonctionnalité *post-hoc* grossière, née d'un mélange d'intentions politiques initiales, d'ajustements bureaucratiques successifs, de tâtonnements politiques et de quête de profits électoraux, mélange situé au point de confluence de trois flux relativement autonomes de mesures publiques concernant le marché de l'emploi déqualifié, l'aide sociale aux démunis et la justice pénale. La complémentarité et l'imbrication mutuelle des programmes d'État dans ces trois domaines sont pour partie voulues et pour partie émergentes ; elles sont favorisées par les contraintes pratiques de la gestion de contingences connexes, par leur cadrage commun au prisme du behaviorisme moral, et par le biais ethnoracial qui marque leurs modes opératoires – le sous-prolétariat noir de l'hyperghetto se trouvant au point d'impact maximum où la dérégulation du marché, le retrait de l'État social et l'essor du secteur pénal se rencontrent et se renforcent mutuellement.

Quelles que soient les modalités de leur avènement, il est établi que le rétrécissement de l'aide sociale et le développement de l'aile pénale de l'État sous l'égide du moralisme ont introduit des modifications profondes dans l'agencement du champ bureaucratique qui portent gravement atteinte aux idéaux démocratiques¹³. Lorsque leurs points de mire convergent sur les mêmes populations et les mêmes territoires, le *workfare* dissuasif et le *prisonfare* neutralisant induisent des profils et des expériences de la citoyenneté qui divergent fortement aux divers paliers de l'ordre social et ethnique. Non seulement ils contreviennent au principe fondamental de l'égalité de traitement par l'État et ils amputent de manière routinière les libertés individuelles des plus démunis. Ils minent aussi le consentement des gouvernés par le déploiement agressif de programmes coercitifs stipulant des responsabilités individuelles alors même que l'État retire les soutiens institutionnels nécessaires à leur prise et élude ses propres responsabilités sur le front social et économique. Et ils marquent du sceau indélébile du démerite les fractions précarisées du prolétariat postindustriel dont sont issus la grande majorité des allocataires de l'aide sociale et des condamnés à la prison. Bref, la pénalisation de la pauvreté scinde la citoyenneté le long d'une faille de classe, sape la confiance civique au bas de l'échelle sociale et sème la dégradation des principes républicains. L'établissement du nouveau gouvernement de l'insécurité sociale révèle, *in fine*, que le néolibéralisme est constitutivement corrosif de la démocratie.

En nous permettant d'échapper au couple « crime et châtement » pour repenser ensemble l'aide sociale et la justice criminelle tout en prenant en compte les dimensions matérielles et symboliques de la politique publique, le concept de champ bureaucratique de Bourdieu offre un outil souple et puissant pour disséquer l'anatomie et le travail d'assemblage du Léviathan néolibéral. Il suggère que les luttes politiques-clefs de ce tournant de siècle impliquent, non seulement des confrontations entre les organisations mobilisées représentant les catégories subalternes d'une part et l'État, mais encore des batailles internes à la constellation hiérarchique et dynamique des bureaucraties publiques qui luttent pour socialiser, médicaliser ou pénaliser la marginalité urbaine et ses corrélats. Élucider les liens entre « *workfare* », « *prisonfare* » et insécurité sociale suggère en retour que l'étude de l'incarcération n'est pas une rubrique

13. On trouvera une caractérisation des conceptions « républicaine » et « libérale » de la démocratie en jeu ici in David Held (1996).

technique du catalogue criminologique mais bien un chapitre central de la sociologie de l'État et de l'inégalité sociale à l'ère du marché-roi.

* Cet article est dérivé de « *A Sketch of the Neoliberal State* », le coda théorique de mon livre *Punishing the Poor : The Neoliberal Government of Social Insecurity* (Durham and London : Duke University Press, « *Politics, History, and Culture* », 2009). Il est l'objet d'un symposium transdisciplinaire et transnational comprenant les réponses de John Campbell, Bernard Harcourt, Margit Mayer, Jamie Peck, Frances Piven, et Mariana Valverde, publié en anglais in *Sociological Forum* (25, n° 2, juin 2010) et *Theoretical Criminology* (14, n° 1, février 2010); en allemand dans *Das Argument* (Berlin); en espagnol dans *Sociographica* (Cordoba); en brésilien dans *Discursos Sediciosos* (Rio de Janeiro); en italien dans *Aut Aut* (Rome); en portugais dans *Cadernos de Ciências Sociais* (Porto); en norvégien dans *Materialisten* (Oslo); en danois dans *Social Kritik* (Copenhagen); en grec dans *Ikarian Journal of Social and Political Research* (Athènes); en ukrainien dans *Spilne* (Kiev); en russe dans *Skepsis* (Moscou); en hongrois dans *Eszmelet* (Budapest); en slovène dans *Novi Plamen* (Ljubljana); en roumain dans *Sociologie Romaneasca* (Bucarest), et en japonais dans *Gendai Shiso* (Tokyo). Je remercie Mario Candeias et la Rosa Luxemburg Stiftung à Berlin pour avoir lancé ce débat, et les directeurs des revues listées ci-dessus pour leur soutien de ce projet éditorial. Ce chapitre a bénéficié des réactions à trois communications présentées lors de la 4^e conférence « *Putting Pierre Bourdieu to Work* », Manchester, Angleterre, les 23-24 juin 2008 ; au colloque du département de sociologie de l'Université de Yale, le 26 février 2009 ; et à la journée d'étude « *Utiliser la théorie des champs pour étudier le monde social* », tenue à Louvain-La-Neuve, Belgique, les 19 et 20 mars 2009.

Références citées

- ALESINA, Alberto et Edward L. GLAESER, 2004. *Fighting Poverty in the US and Europe : A World of Difference*. New York : Oxford University Press.
- ALTHUSSER, Louis, 1970. « Idéologies et appareils idéologiques d'État », *La pensée*, 151, p. 3-38.
- ANDREAS, Peter et Ethan NADELMANN, 2006. *Policing the Globe : Criminalization and Crime Control in International Relations*. New York : Oxford University Press.
- BONELLI, Laurent, 2008. *La France a peur. Une histoire sociale de l'insécurité*. Paris : La Découverte.
- BOURDIEU, Pierre,
1993a. « Esprits d'État. Genèse et structure du champ bureaucratique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 96-97, p. 49-62.
1993b. « La démission de l'État », in P. Bourdieu (dir.), *La Misère du monde*. Paris, Seuil, p. 337-350.
- BRENNER, Neil et Nik THEODORE (eds.), 2002. *Spaces of Neoliberalism : Urban Restructuring in North America and Western Europe*. New York : Wiley/Blackwell.
- CAMPBELL, John et Ove PEDERSEN (eds.), 2001. *The Rise of Neoliberalism and Institutional Analysis*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- CAVADINO, Michael et James DIGNAN, 2006. *Penal Systems : A Comparative Approach*. London : Sage Publications.
- CHIH LIN, Ann, 1998. « The Troubled Success of Crime Policy », in Margaret Weir (ed.), *The Social Divide : Political Parties and the Future of Activist Government*. Washington, D.C. : Brookings Institution and Russell Sage Foundation.
- COMAROFF, Jean et John L. COMAROFF (eds.), 2001. *Millennial Capitalism and the Culture of Neoliberalism*. Durham and London : Duke University Press.

- DUMÉNIL, Gérard et Dominique LÉVY, 2004. *Capital Resurgent : Roots of the Neoliberal Revolution*. Cambridge : Harvard University Press.
- FLIGSTEIN, Neil, 2001. *The Architecture of Markets : An Economic Sociology of Twenty-First-Century Capitalist Societies*. Princeton, NJ : Princeton University Press.
- FOUCAULT, Michel, 1975. *Surveiller et punir. Naissance de la prison*. Paris : Gallimard.
- GARLAND, David, 2001. *The Culture of Control : Crime and Social Order in Contemporary Society*. Chicago : University of Chicago Press.
- GIDDENS, Anthony, 1999. *The Third Way : The Renewal of Social Democracy*. Cambridge : Polity Press.
- GRANDQUILLOT, Dominique, 2009. *RSA Revenu de solidarité active*. Paris : Gualino Editeur.
- HARVEY, David, 2005. *A Brief History of Neoliberalism*. New York : Oxford University Press.
- HASENFELD, Yeheskel, 1972. « People Processing Organizations : An Exchange Approach », *American Sociological Review*, 37 (3), p. 256-263.
- HELD, David, 1996. *Models of Democracy*. Cambridge : Polity Press.
- HOUGH, Mike et Pat MAYHEW, 2004. « L'évolution de la criminalité à travers deux décennies du British Crime Survey », *Déviance et Société*, 28 (3), p. 267-284.
- JESSOP, Bob, 1994. « Post-Fordism and the State », in Ash Amin (ed.), *Post-Fordism : A Reader*. Oxford : Basil Blackwell, p. 251-29.
- JONES, Trevor et Tim NEWBURN, 2006. *Policy Transfer and Criminal Justice*. Chichester : Open University Press.
- KING Desmond, 1999. *In the Name of Liberalism : Illiberal Social Policy in the United States and Britain*. New York : Oxford University Press.
- LEVY, Jonah D. (ed.), 2006. *The State After Statism : New State Activities in the Age of Liberalization*. Cambridge, MA : Harvard University Press.
- MATHIESEN, Thomas, 1990. *Prison on Trial : A Critical Assessment*. London : Sage Publications.
- MAURIN, Louis and Patrick SAVIDAN, 2008. *L'État des inégalités en France. Données et analyses*. Paris : Belin.
- PETERSILIA, Joan, 2008. « California's Correctional Paradox of Excess and Deprivation », *Crime and Justice : A Review of Research*, 37, p. 207-278.
- PIVEN, Frances Fox et Richard A. CLOWARD, 1993 [1971] . *Regulating the Poor : The Functions of Public Welfare*. New York : Vintage.
- PRATT, John,
 2008a. « Scandinavian Exceptionalism in an Era of Penal Excess. Part I : The Nature and Roots of Scandinavian Exceptionalism », *British Journal of Criminology*, 48, p. 119-137.
 2008b. « Scandinavian Exceptionalism in an Era of Penal Excess. Part II : Does Scandinavian Exceptionalism Have a Future ? », *British Journal of Criminology*, 48, p. 275-292.
- SHEA, Evelyn, 2009. « Elections and the Fear of Crime : the Case of France and Italy », *European Journal on Criminal Policy and Research*, 15 (1-2), p. 83-102.
- STREECK, Wolfgang et Kathleen THELEN (eds.), 2005. *Beyond Continuity : Institutional Change in Advanced Political Economies*. Oxford : Oxford University Press.
- TONRY, Michael, 2004. *Thinking about Crime : Sense and Sensibility in American Penal Culture*. New York : Oxford University Press.
- WACQUANT, Loïc,
 1999. *Les prisons de la misère*. Paris : Raisons d'agir Editions.
 2005. (dir.) *The Mystery of Ministry : Pierre Bourdieu and Democratic Politics*. Cambridge : Polity Press.

- 2008a. *Urban Outcasts : A Comparative Sociology of Advanced Marginality*. Cambridge : Polity Press. (trad. française : *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*. Paris : La Découverte, 2006).
- 2008b. « Ordering Insecurity : Social Polarization and the Punitive Upsurge », *Radical Philosophy Review* 11 (1), p. 9-27. (Trad. française abrégée : « Insécurité sociale et surgissement sécuritaire », *Contradictions* (Bruxelles), 26, printemps 2008, p. 1-16.
- 2008c. « The New Missions of the Prison in the Neoliberal Age », in Willem Schinkel (ed.), *Globalization and the State : Sociological Perspectives on the State of the State*. Basingstoke : Palgrave, p. 196-208.
- 2009a. *Punishing the Poor : The Neoliberal Government of Social Insecurity*. Durham, NC et London : Duke University Press, collection « Politics, History, and Culture ».
- 2009b. *Prisons of Poverty*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
2010. *Deadly Symbiosis : Race and the Rise of the Penal State*. Cambridge : Polity Press.
- YOUNG, Iris Marion, 2005. « The Logic of Masculinist Protection : Reflections on the Current Security State », in Marilyn Friedman (ed.), *Women and Citizenship*. New York : Oxford University Press, p. 15-34.
- YOUNG, Jock, 1999. *The Exclusive Society : Social Exclusion, Crime and Difference in Late Modernity*. London : Sage.
- ZIMRING, Franklin, Gordon HAWKINS et Sam KAMIN, 2001. *Punishment and Democracy : Three Strikes and You're Out in California*. New York : Oxford University Press.